

**Gabriel Gagnon**

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

(1991)

# “Réfléchir”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jmt\\_sociologue@videotron.ca](mailto:jmt_sociologue@videotron.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "Réfléchir". Un article publié dans la revue **Possibles**, vol 15, no 2, printemps 1991, pp. 143-148.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur, le 18 novembre 2004, de diffuser toutes ses publications.]



Courriel : [lheureux.gagnon@sympatico.ca](mailto:lheureux.gagnon@sympatico.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



# Table des matières

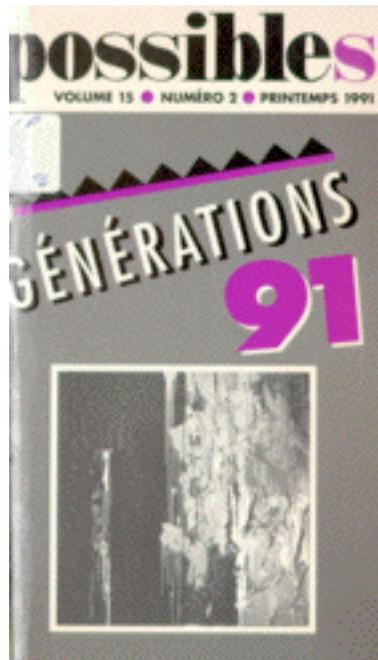
[Introduction](#)

[La social-démocratie](#)

[Castoriadis et Gorz](#)

Gabriel Gagnon

## “Réfléchir”



Un article publié dans la revue *Possibles*, vol 15, no 2, printemps 1991, pp. 143-148.

## Introduction

Au moment où la Commission Bélanger-Campeau semble s'intéresser surtout aux mécanismes qui nous permettraient de devenir un « petit dragon » de plus sur la scène du capitalisme international, peut-être vaut-il encore la peine de nous interroger sur la possibilité de faire du Québec un nouvel espace de paix, de respect de l'environnement, de solidarité sociale et de création culturelle.

Considérée comme désuète aussi bien par nos yuppies férus d'économie que par les sceptiques du postmodernisme, la question du contenu souhaitable de la souveraineté devrait continuer à susciter la réflexion des intellectuels et des milieux progressistes. Avant que *Possibles* contribue à cette tâche par un numéro thématique, j'aimerais amorcer brièvement la discussion à partir de travaux récents qui pourraient alimenter de façon substantielle nos futurs débats.

## La social-démocratie

[Retour à la table des matières](#)

La génération de « parti pris » et la gauche syndicale ont bien brocardé ces dernières années la social-démocratie et sa réalisation concrète la plus avancée, la société suédoise. C'est pourtant à elle que l'on revient en ces temps de « grands désarrois ».

Dans un ouvrage inégal où une analyse un peu courte des « mutations du marxisme » et une excellente critique de la « contre-utopie fallacieuse et morbide des postmodernes » débouchent sur « un projet pluriel » pour la

société québécoise, Jean-Marc Piotte (*Sens et Politique. Pour en finir avec de grands désarrois*. VLB éditeurs 1990) nous prouve qu'au-delà de la disparition du marxisme-léninisme local et de l'émergence de ces « éléphants » babyboomers repus et égoïstes que chasse Robert Martineau il existe encore des intellectuels qui cherchent une société meilleure à réaliser sans violence et sans manipulation.

La social-démocratie plurielle ne reposera plus uniquement sur les épaules de la classe ouvrière ; elle ne mettra plus la seule politique au poste de commandement ; c'est au sein même de la société capitaliste dominante qu'elle cherchera son point d'ancrage. « Ce projet rompt donc avec tout désir fantasmatique d'un monde totalement harmonieux, fut-il pose comme idée limite de nos aspirations, comme horizon de nos combats. Il se situe au sein de la présente société industrielle capitaliste qu'il cherche à rendre plus égalitaire tout en estimant indispensables les libertés dont nous jouissons. » (p. 173)

« La politique ne peut rendre les êtres plus fraternels ni la vie quotidienne, signifiante et solidaire. Elle peut cependant créer des conditions qui permettront à un maximum d'individus de donner sens à leurs vies en se sentant solidaires des autres » (p. 178)

Dans un ouvrage plus technique et fort bien documenté, Lionel-Henri Groulx, qui enseigne les politiques sociales à l'Université de Montréal, décortique pour nous les forces, les faiblesses et les contradictions du modèle suédois dans les trois domaines qui le situent à l'avant-garde de la social-démocratie : la politique de l'emploi, les services sociaux et de santé, la sécurité du revenu. (Lionel-Henri Groulx, *Où va le modèle suédois ? État-Providence et protection sociale*. L'Harmattan. Les Presses de l'Université de Montréal. 1990).

Si la social-démocratie est menacée en Suède, c'est avant tout par l'extraversion d'une économie soumise aux fluctuations du système économique mondial. Fructueuse leçon pour un Québec souverain qui devrait, avec des caractéristiques semblables, affronter un marché commun nord-américain encore plus rude et plus contraignant.

# Castoriadis et Gorz

[Retour à la table des matières](#)

Cornelius Castoriadis et André Gorz inspirent depuis longtemps ceux et celles qui mettent l'autonomie et l'autogestion au centre de leur projet de société. À *Possibles*, ils ont été une référence constante pour plusieurs d'entre nous. Un colloque « autour de Cornelius Castoriadis » tenu au Centre culturel international de Cerisy La Salle en juillet dernier, une rencontre avec André Gorz à Paris et Ici lecture de quelques publications récentes de ces deux auteurs m'ont permis de faire le point sur leurs préoccupations actuelles. Je me risquerai à esquisser ici quelques impressions quitte à revenir sur sujet dans un prochain numéro.

Si Castoriadis a continué à élaborer l'œuvre philosophique magistrale révélée en 1975 par la publication de « L'Institution imaginaire de la société », il semble s'être un peu éloigné du projet politique autogestionnaire conçu au sein de la revue « Socialisme ou Barbarie ». Pour lui, alors que l'époque moderne (1750-1950) fut caractérisée par une lutte constante entre l'expansion de la « maîtrise rationnelle » issue du capitalisme et la poursuite de l'autonomie individuelle et collective, a période récente lui apparaît celle du « monde morcelé » et du « conformisme généralisé » dont on voit mai comment il sera possible d'émerger. « Le capitalisme semble enfin parvenu à fabriquer le genre d'individu qui lui « correspond » : perpétuellement distrait, zappant d'une « jouissance » à l'autre sans mémoire et sans projet, prêt à répondre à toutes les sollicitations d'une machine économique qui de plus en plus détruit la biosphère de la planète pour produire des illusions appelées marchandises. » (Cornelius Castoriadis, « Fait et à faire », conclusion de l'ouvrage collectif intitulé *La philosophie militante de Cornelius Castoriadis*, Librairie Droz, 1989, p. 511)

D'un côté, Castoriadis se rapproche d'une certaine « école des droits de l'homme » réunie autour de la revue *Le Débat* (François Furet, Marcel Gauchet, Pierre Rosanvallon) pour qui la démocratie libérale semble constituer l'horizon indépassable de notre époque. « Créer les institutions qui,

intériorisées par les individus, facilitent le plus possible leur a accession à leur autonomie individuelle et leur possibilité de participation effective à tout pouvoir explicite existant dans la société » (Cornelius Castoriadis, *Le Monde Morcelé. Les carrefours du labyrinthe III*. Seuil 1990).

Il va cependant beaucoup plus loin en prônant, dans un monde en panne de sujets historiques et de Grands Récits, l'exemplarité de l'action individuelle et collective alternative à la recherche d'un nouvel imaginaire social qui dépasserait l'« économisme » comme valeur dominante de nos sociétés. il s'agit à la fois d'une question de survie et d'une aspiration à la liberté. Castoriadis rejoint ainsi les préoccupations des écologistes, en contradiction profonde avec les propos virulents d'un Marcel Gauchet qui « sous l'amour de la nature » prétend trouver « la haine des hommes » (Le Débat, No 60, mai-août 1990, pp. 278-282).

« Si le reste de l'humanité doit sortir de son insoutenable misère ; et si l'humanité entière veut survivre sur cette planète dans un « steady and sustainable state », il faudra accepter une gestion de bon père de famille des ressources de la planète, un contrôle radical de la technologie et de la production, une vie frugale » (Castoriadis, *Fait et à faire*, page 512)

Retiré dans la campagne française où il cultive son jardin et contemple ses cerisiers, André Gorz n'en continue pas moins à explorer pour nous de façon concrète toute les facettes de cette vie frugale qui devrait fournir un nouveau sens aux transformations du travail et du monde qui désespèrent Castoriadis. Le long entretien qu'il accordait l'été dernier à La Lettre Internationale, revue trop mal connue ici (À gauche cest pas où ? entretien d'André Gorz avec John Keane, *La lettre Internationale*, No 25, été 1990, pp. 65-72) constitue à lui seul un programme pour ceux et celles qui cherchent encore obscurément de nouvelles pistes autogestionnaires au delà des débris du marxisme et des aberrations néolibérales.

La place des travailleurs et du syndicalisme est encore importante dans la pensée de Gorz. En optant pour un certain recul face à une identification trop exclusive au travail, le syndicalisme pourra refaire son unité et tisser de nouveaux liens avec l'ensemble de la société autour de revendications comme « mille heures de travail par an » qui proposent à la fois un partage plus équitable des tâches économiquement nécessaires et un développement accéléré es activités conviviales détachées de la logique du marché.

La réduction draconienne du temps de travail rémunéré et son corollaire, l'accroissement des activités coopératives et communautaires bénévoles, sont

au cœur du projet politique de Gorz. *Il y voit* à la fois une inspiration nécessaire pour le mouvement écologiste et une façon efficace de favoriser sans violence l'extinction du capitalisme.

« L'approche écologiste, en revanche, implique un changement de paradigme, qui peut se résumer par la devise « moins mais mieux ». Elle vise à réduire la sphère dans laquelle la rationalité économique et les échanges marchands se déploient et à la mettre au service de fins sociétales et culturelles non quantifiables, au service du libre épanouissement des individus » (page 70).

« Une politique du temps peut être le principal levier susceptible de déplacer les équilibres au sein de la société et de mettre fin à la domination de l'économique sur le politique. Ce qui signifierait l'extinction du capitalisme » (page 72).

Dans une conjoncture politique importante où les comptes du quotidien occupent toute la place, il est bon de s'arrêter un peu pour consulter aussi les arpenteurs de l'avenir.

Fin du texte